ÉDITORIAL

A Genève, l'OMC a gagné une bataille, mais pas la guerre

ALINE BASSIN
@bassinaline

Mercredi, à l'heure du bilan de mi-parcours de la ministérielle de l'OMC, Guy Parmelin voulait voir «un verre à moitié plein». Le conseiller fédéral s'est révélé clairvoyant puisque l'événement ne s'est pas transformé en un enterrement de première classe du libre-échange et du multilatéralisme. L'honneur est sauf: la nuit de jeudi à vendredi a accouché d'un accord jugé «sans précédent» par l'organisation dirigée depuis quinze mois par la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala.

L'est-il vraiment? Empruntons à notre ministre de l'Economie l'image si chère à son cœur de viticulteur pour commenter le fruit de six jours de négociations aussi haletantes qu'épuisantes. Les concessions obtenues peuvent en effet remplir le godet à des niveaux fort variables, selon les points de vue. L'industrie pharmaceutique suisse n'a ainsi pas tardé à sortir du bois pour hurler tout le mal qu'elle pense de la très tardive dérogation sur les brevets obtenue pour faire face à la pandémie de covid. Tout en sachant qu'elle bénéficie d'un intéressant répit de six mois pour la propriété intellectuelle liée aux diagnostics et aux traitements, là justement où elle est le plus concernée.

Les pressions protectionnistes vont demeurer étouffantes

Si certaines ONG regrettent, elles, que les fameux consensus trouvés au 154 de la rue de Lausanne ne rééquilibrent pas les imperfections du commerce mondial, d'autres se réjouissent du chemin parcouru pour lutter contre la surpêche. Les chantres de la mondialisation noteront enfin qu'aucune avancée réelle n'a été opérée pour ouvrir davantage le commerce international.

Bien au contraire. Si l'OMC, qui se devait d'afficher des résultats, a sauvé sa peau, le contexte n'a pas changé. Sur fond de pénurie de matières premières et de montée du nationalisme, les pressions protectionnistes vont demeurer étouffantes: pas plus tard que ce vendredi, l'Australie a décidé de recourir aux interdictions d'exportations de charbon pour faire face à la grave crise énergétique qu'elle subit.

Dans la douleur, c'est donc avant tout une victoire d'étape que l'organisation a obtenue. Un sursis jusqu'à la prochaine ministérielle qui devrait avoir lieu dans dix-huit mois. D'ici là, l'OMC fera ses devoirs pour réformer ses structures et son fonctionnement. Elle s'activera surtout en coulisses pour tenter d'avancer sur des dossiers tels que les droits de douane sur les transmissions électroniques dont le moratoire a été prolongé.

Car durant la semaine, l'obstination et la persévérance de Ngozi Okonjo-Iweala, bien déterminée à remettre sur les rails l'organisation qu'elle dirige, n'ont échappé à personne. La nouvelle passionaria du commerce international ne pouvait raisonnablement espérer beaucoup plus que ce qu'elle a obtenu. Mais ce succès personnel ne suffira pas pour régénérer une libéralisation du commerce sérieusement enrayée.

●●● PAGE 13

Avec les anges gardiens du quartier rouge

PROSTITUTION Alors que le Conseil national vient de rejeter l'interdiction d'acheter des prestations sexuelles en Suisse, les cas de traite humaine prennent l'ascenseur. Plongée dans les rues chaudes de Zurich en compagnie d'un prêtre et d'une religieuse

BORIS BUSSLINGER
@BorisBusslinger

A deux pas de la Langstrasse, la grande rue festive de Zurich, un bâtiment gris affiche cinq étages de fenêtres aux stores baissés. Une maison de passe. «C'est ici que le petit bus les amène», indique le père Karl Wolf du bout du menton. Sexagénaire au regard perçant, col romain serré sous la gorge, le prêtre de Küsnacht, petite localité à l'est de Zurich, connaît tout du quartier. «C'est le coin des filles de l'Est, précise le saint homme. C'est difficile de les approcher parce qu'elles sont souvent surveillées, elles sortent très peu du quartier et changent souvent de pays. Leur souteneur s'assurent qu'elles ne puissent nouer de contacts stables avec quiconque. Pour les garder dans la dépendance.»

Postée à quelques mètres de là, Sœur Ariane acquiesce. Son habit religieux recouvert d'un pull bleu au logo de son association, Incontro, elle parcourt les rues chaudes depuis cinq ans. Ce samedi soir, comme tous les autres, elle balade une carriole remplie de nourriture destinée aux personnes du milieu. «Je partage surtout de l'humanité», dit-elle. Avant de désigner à son tour la maison grise. «Dans certains bâtiments, il peut il y avoir jusqu'à cinq prostituées par chambre, enchaîne-t-elle. Quand l'une d'entre elles travaille, les autres sortent. Elles dorment et travaillent au même endroit. Souvent entassées dans la plus complète indignité.»

Loyer par personne et par jour: «entre 100 et 150 francs», dit Sœur Ariane. Ce qui fait 4500 francs par mois à destination de beaucoup de poches différentes. Que penser de la situation? Le prêtre et la religieuse marquent une pause avant de répondre, interrompus par une prostituée qui gesticule en espagnol depuis un balcon. «Elle dit qu'elle veut du pain, dit Karl Wolf. On va lui faire un paquet.» La conversation attendra.

Au Palais fédéral, elle a eu lieu le 8 juin dernier. «Les êtres humains ne sont pas des choses. Pour interdire l'achat de services sexuels en Suisse selon l'exemple nordique», s'intitulait la motion de la conseillère nationale Marianne Streiff-Feller (PES/BE). L'objet postulait qu'une «société égalitaire ne saurait tolérer qu'un être humain achète le corps d'un de ses semblables» et, comme en Suède, exigeait la criminalisation de l'acte d'achat. Il a mis (presque) tout le monde d'accord: 172 non, 11 oui, 4 abstentions. Un désaveu politique cinglant qui ne clôt pas pour autant le débat. Car sur le terrain, le tableau est sombre.

«Une forme d'esclavage moderne»

Retour à Zurich. Il est 22h et les rues s'animent. «Hola Padre!», s'exclame une Sud-Américaine en minijupe juchée sur des talons roses. «Hola Maria», répond Karl Wolf. «*Quieres comer algo?*» («tu veux manger quelque chose?») Dans les zones de sexe tarifé, le don des langues est nécessaire. Les deux religieux sont heureusement doués. Sœur Ariane devise en russe à deux pas de là. Avant de disparaître dans un bar. Elle a ses accès dans plusieurs bordels, dont certains lui permettent de s'aventurer jusque dans les «quartiers» des travailleuses du sexe. Elle rapporte y voir des choses préoccupantes.

> «Je sais d'elles que beaucoup ne font pas ce boulot par choix. C'est la pauvreté qui les y force»
> SŒUR ARIANE

«Des toilettes pour 20 personnes, des cuisines insalubres, dit-elle. Les chambres… J'ai observé des choses à Zurich en termes de pauvreté et de misère qui s'approchaient de ce que j'ai pu voir dans les campagnes russes ou ukrainiennes.» La sœur remplit un petit colis, soupire. Une autre femme court vêtue s'approche du prêtre sans un mot et fond en larmes sur son épaule. Karl Wolf la prend dans ses bras. Elle repart d'un pas hésitant. «On va du côté des Nigérianes maintenant?» Un samedi soir comme un autre en bord de Limmat.

En Suisse, le travail du sexe est légal depuis 1942 (depuis 1992 entre même sexe). Au niveau fédéral, le Code pénal prévoit des infractions concernant la prostitution (encouragement, traite des êtres humains). Toutefois, la réglementation relève avant tout de la compétence des cantons. Et, comme de coutume, elle diffère selon ces derniers. Tous demandent de s'enregistrer avant de pouvoir commencer à pratiquer. La démarche est possible en ligne, une séance d'information est obligatoire dans les cantons de Vaud, Genève ou Zurich. A Berne, la police rencontre chaque personne individuellement – c'est une exception.

L'hétérogénéité des règlements est considérable, ce qui est régulièrement dénoncé par les organisations de défense des prostituées.Car les travailleuses sont très mobiles. Et plus les procédures sont complexes, plus elles sont décourageantes. D'autant que l'attention du public cible n'est pas forcément évidente à capter. D'après une étude conduite par l'Université de Saint-Gall en 2017, près de 95% des prostituées seraient en effet des migrantes. Entre 13 000 et 25 000 d'entre elles occupent tour à tour les près de 6000 places de travail du pays.

Une bonne moitié vient de l'Est (surtout de Roumanie, Bulgarie et Hongrie, pays membres de l'UE, ce qui autorise leurs ressortissantes à travailler sans permis de travail pendant 90 jours dans les pays de l'espace Schengen). L'autre moitié est originaire d'Amérique du Sud (Brésil), d'Afrique (Nigeria), d'Asie (Thaïlande, Chine). En moindre partie d'Allemagne, d'Espagne et d'Italie. Estimation du poids économique du secteur: entre 3,2 et 3,5 milliards de francs. Libre arbitre des praticiennes: difficile à établir.

«Piff, Paff, Puff»

«Beaucoup des femmes que j'accompagne sont peu éduquées ou analphabètes, souligne Sœur Ariane, qui organise aussi des cours de langues. Contrairement à ce qu'on peut entendre, je sais d'elles que beaucoup ne font pas ce boulot par choix. C'est la pauvreté qui les y force. Les femmes que je rencontre veulent sortir du milieu. Certaines sont dans des situations comparables à de l'esclavage moderne. Beaucoup ont été violentées ou abusées dans leur enfance. La consommation de drogue et d'alcool est courante. Pour pouvoir supporter la chose.»

En 2009, une étude de l'Université de Zurich rapportait qu'une prostituée active à Zurich sur cinq avait été violée sur son lieu de travail. En 2022, le rapport annuel du FIZ, organisme alémanique venant en aide aux victimes de traite humaine, annonçait avoir assisté 368 personnes en 2021, dont 230 pour des cas relevant d'exploitation sexuelle. Un nouveau record. «La situation est critique et ne s'améliore pas», estime Aline Wüst. Journaliste et autrice indépendante, l'Argovienne s'est plongée pendant deux ans dans le milieu, entre 2018 et 2020.

Des bordels de Zurich, Olten, Lucerne en passant par la Bulgarie, elle a autopsié le monde de la prostitution suisse avant d'en tirer un livre: *Piff, Paff, Puff* – comptine alémanique destinée à faire un choix mais également «bordel» en argot (*Puff*). Son contenu est glaçant. Contrairement à Sœur Ariane, qui est avant tout présente dans la rue, l'écrivaine s'est concentrée sur les maisons closes. Son compte rendu n'est cependant pas différent. Toxicomanie, viols, détresse psychologique profonde, souteneurs omniprésents… La journaliste a également recensé 25 meurtres de prostituées dans le pays depuis le début des années 2000.

Pas possible de contrôler tout le monde

«L'apparence soignée d'un établissement ne signifie pas qu'il traite correctement ses employées, relève dans l'ouvrage Simon Steger, responsable de la

Selon le rapport annuel du FIZ, organisme alémanique venant en aide aux victimes de traite humaine, 368 personnes ont été assistées en 2021, dont 230 pour des cas relevant d'exploitation sexuelle. Un nouveau record. *(ZURICH, 14 NOVEMBRE 2013/ KEYSTONE/ENNIO LEANZA)*

division délits sexuels de la police de Lucerne. Si l'argent ne revient pas complètement aux femmes, il y a des risques de traites humaines.» Mais comment le savoir? C'est le nœud gordien du domaine. Les prostituées sous emprise ne le reconnaissent que rarement. Les pressions psychologiques, claniques, familiales ou mafieuses sont connues des services de police mais difficilement démontrables. Et démêler chaque situation personnelle relève souvent de l'impossible. D'autant que le milieu évolue en permanence.

La police zurichoise reconnaît ainsi «ne pas savoir combien de prostituées travaillent en ville, ni ne tenir de statistiques en la matière», ajoutant que «les travailleuses du sexe vont et viennent régulièrement» et qu'il n'est «pas possible de contrôler tout le monde». Les forces de l'ordre «cherchent le contact, disposent d'un service spécialisé dans la traite d'êtres humains et travaillent avec des ONG spécialisées sur le terrain», ajoutent-elles. Toutefois rien n'est simple, car la méfiance règne. La police dit ainsi connaître les problèmes de surpopulation d'appartements. «Mais personne ne porte jamais plainte», regrette-t-elle.

En 2013, les fameux «box» financés par la ville, sorte de drive-in de la prostitution, devaient permettre de mieux encadrer le commerce du sexe. Ils n'ont toutefois jamais complètement convaincu le milieu et feront place à un dépôt de trams en 2026. Malgré l'interdiction du racolage dans le quartier rouge, la Langstrasse continue, elle, d'accueillir des prostituées. La police dit «être dans l'incapacité de faire respecter l'interdiction» et n'intervient «que si l'activité déborde sur d'autres quartiers». Quant aux politiques mises en place au niveau national, «les moyens alloués au domaine de la lutte contre la traite des êtres humains sont actuellement insuffisants», reconnaît l'Office fédéral de la police (Fedpol).

Celui-ci met toutefois en avant «des améliorations notoires ces dernières années». Le fait que «plusieurs polices cantonales disposent d'unités spécialisées formées à la détection et à la lutte contre la traite des êtres humains» notamment. Ou le «programme visant à l'aide au retour de victimes de traite» (24 bénéficiaires en 2020, 11 en 2021) mené par le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM). A partir de 2023, le budget de l'Office destiné à la prévention de la traite humaine devrait par ailleurs doubler… pour atteindre 800 000 francs. Une somme jugée dérisoire par les associations du milieu vu l'ampleur de la tâche – encore faut-il se mettre d'accord sur la tâche. Car les avis divergent profondément.

Deux idées du combat contre le patriarcat

Retour sous la coupole fédérale, nous sommes le 8 juin. A la barre, Marianne Streiff-Feller préconise de se rapprocher d'un modèle nordique: interdire l'achat sans interdire la vente. La mesure ne ferait que repousser les travailleuses du sexe dans l'illégalité, soulignent la plupart des organisations de défense des prostituées en Suisse. La conseillère nationale bernoise conteste, armée d'un rapport de l'administration suédoise. Plus de vingt ans après la criminalisation de l'achat de services sexuels, Stockholm considère que les craintes formulées par les milieux de la prévention ne se sont «pas réalisées». Au contraire.

> «Les femmes exploitées sont toujours là. La misère est totale. Accompagner ces dernières dans leur souffrance ne suffit pas. Il faut une rupture»
>
> ALINE WÜST, JOURNALISTE ET AUTRICE INDÉPENDANTE

Le changement législatif «constitue un obstacle pour les trafiquants et les proxénètes qui envisagent de s'établir en Suède», souligne le document. Celui-ci estime qu'en plus de lutter efficacement contre la traite des femmes, la loi a permis un changement majeur dans les mentalités vis-à-vis d'une pratique «violente» que le pays juge «indésirable». La conseillère nationale conclut son discours, le vote a lieu. L'objet est pulvérisé. A droite comme à gauche. Pourquoi?

«Il y a les moralistes, qui pensent qu'une interdiction résout le problème. Et les libéraux, qui estiment que toutes les prostituées font ce travail par choix et qu'il n'y a pas besoin de s'en préoccuper. Je conduis une politique pragmatique», résume Léonore Porchet (Verte/VD), conseillère nationale particulièrement investie sur la thématique. «Il est sexiste de réduire une personne à l'utilisation qu'elle fait de son corps», s'insurge la politicienne, qui appelle à ne pas «stigmatiser les travailleuses et les travailleurs du sexe». Et à ne surtout pas aller vers le modèle nordique.

«Oui, l'exploitation et la violence sont des problèmes majeurs, déplore-t-elle. Mais le dilemme est de prendre en compte ceux et celles qui défendent leur droit à se prostituer.» Elle cite notamment les figures de Grisélidis Réal et Virginie Despentes. «Dans un monde idéal il y aurait beaucoup moins de prostitution et pas de patriarcat, dit-elle. Car de vraies mesures seraient en place contre la pauvreté, le trafic ou le blanchiment d'argent des réseaux criminels. Mais comme ce n'est pas le cas, je soutiens des politiques qui font le moins de mal possible. Interdire n'en est pas une.»

Le patriarcat. La notion est reprise par Rebecca Angelini, directrice du Réseau national de défense des intérêts des travailleuses et travailleurs du sexe en Suisse (ProCoRe). «La violence sexualisée est une réalité sociale qui est partout, et donc également dans la prostitution. Considérer l'ensemble des travailleuses du sexe comme des victimes est cependant une erreur. Les faits décrits dans des livres comme *Piff, Paff, Puff* sont bien réels mais ils ne représentent qu'une partie du monde de la prostitution. Il y a aussi des femmes qui choisissent ce mode de vie, qui offrent des services digitaux… Nous faisons face à un problème qui est avant tout sociétal. Mais interdire la prostitution n'annihilera ni la pauvreté ni le sexisme.»

Commençons par tout changer

C'est là que les conclusions divergent. Car «la réalité dit autre chose», estime Aline Wüst, qui constate que les garanties censées découler du cadre juridique actuel ne se vérifient pas sur le terrain. «Il me paraît au contraire que c'est une façon de soutenir le patriarcat que de permettre au système en place de se pérenniser. Je ne dis pas qu'il faut suivre le modèle nordique, mais il faudrait ouvrir la porte à une vaste réforme. Peut-être inventer un nouveau modèle helvétique? Les femmes exploitées sont toujours là. La misère est totale. Accompagner ces dernières dans leur souffrance ne suffit pas. Il faut une rupture.» Depuis la rédaction de son livre, l'écrivaine dit être régulièrement contactée par des femmes désespérées. Sans toujours savoir quoi faire.

A Zurich, il est bientôt 23 h et les anges gardiens ont distribué tous leurs casse-croûtes. L'occasion de donner eux aussi leur avis sur la question de la gestion du commerce du sexe. «Il y a deux niveaux, dit Karl Wolf. Nous, nous nous occupons d'aider les gens sur le terrain. Nous avons un appartement pour venir en aide aux prostituées qui cherchent à sortir du système. Nous sommes présents dans la rue. Nous écoutons, nous aidons, nous cherchons des solutions pour améliorer les conditions de vie. Nous agissons sur une situation qui nécessite une réponse immédiate.»

«Maintenant, si l'Etat veut agir, c'est aussi possible. Il faut s'attaquer à la mafia nigériane, aux organisations criminelles bulgares, à la pauvreté dans les pays du tiers-monde, au système d'éducation en Suisse et à l'étranger. Il faut offrir des perspectives de vie dignes aux personnes concernées, leur permettre de trouver un travail sans exploitation physique et psychique, assainir les bâtiments qui tombent en ruine, accepter d'investir du temps et de l'argent pour aider des personnes traumatisées et peu éduquées… La liste est longue. C'est aussi faisable. Mais il faut regarder la vérité en face.» En attendant le prêtre et la religieuse retourneront distribuer des sandwichs aux prostituées ce samedi. Comme tous les week-ends.